

**Bourse Uemoa**

**La BRVM ouvre sa séance de cotation**

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en baisse par rapport à la séance précédente • (Page 07)

**Chine** • (Page 08)

**Les fabricants de masques déchantent**

Les fabricants chinois luttent pour leur survie sur un marché devenu ultra concurrentiel et qui n'est plus synonyme...

**Allemagne** • (Page 08)

**Le marché automobile limite la casse**

Durement impactées par la pandémie, les ventes des constructeurs allemands ont repris durant le mois passé. Près de 100'000 suppressions d'emplois...

**Covid-19 / Nouveaux allègements fiscaux au Togo** • (Page 03)

# Faure Gnassingbé soulage les entreprises



**Formation bancaire BCEAO/HEC** • (Page 04)

# Ouverture des inscriptions au CEMGAB et au CEMRH

**Coopération**

**Ousmane Diagana échange avec Abdallah Bouréma**

Le nouveau Vice-Président pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre de la Banque Mondiale, Ousmane Diagana, a échangé, jeudi 06 Aout 2020 ... • (Page 02)

**Lutte contre Covid-19**

**L'UEMOA remet 500 000 000 FCFA au Togo**

La commission de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) a remis lundi 10 août à Lomé, un chèque de 500... • (Page 04)

**Renforcement de capacité**

**Les cadres supérieurs de l'OTR outillés**

58 cadres supérieurs des Administrations fiscales et douanières de l'Office Togolais des Recettes (OTR) viennent de boucler les neuf mois de formation assurée par l'institution... • (Page 03)

**Sécurité routière**

**SAFER renforce la surveillance aux postes de péage**

La Société Autonome de Financement de l'Entretien Routier (SAFER), cette institution étatique chargée de mobiliser... • (Page 11)



Alerte... Alerte... Alerte... Alerte... Alerte... Alerte... Alerte... Alerte...

**Le Coronavirus ne passera pas par MOI... et TOI ?**

Message de prévention et de sensibilisation de :

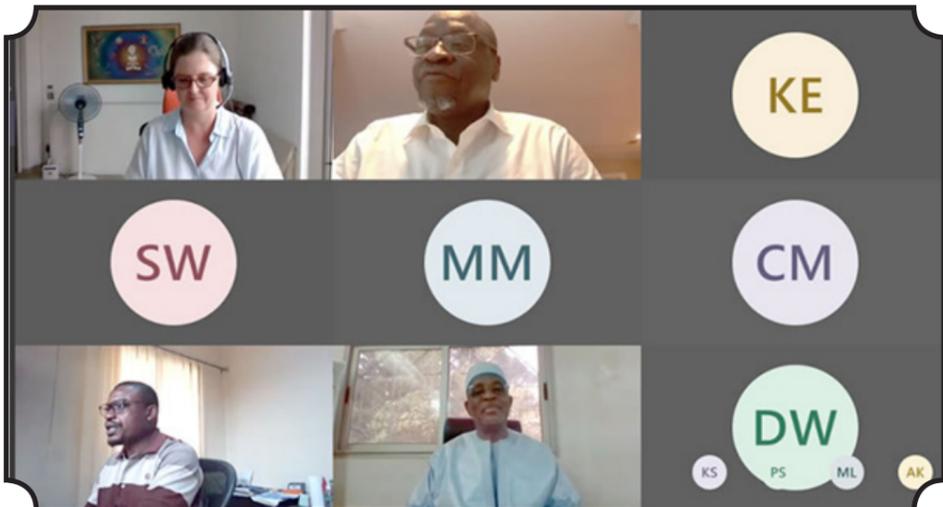


**A la propagation du coronavirus au TOGO**

## Coopération

## Ousmane Diagana échange avec Abdallah Bouréïma

Le nouveau Vice-Président pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre de la Banque Mondiale, Ousmane Diagana, a échangé, jeudi 06 Août 2020 avec le Président de la Commission de l'UEMOA, Abdallah Bouréïma sur les programmes de coopération entre les deux institutions.

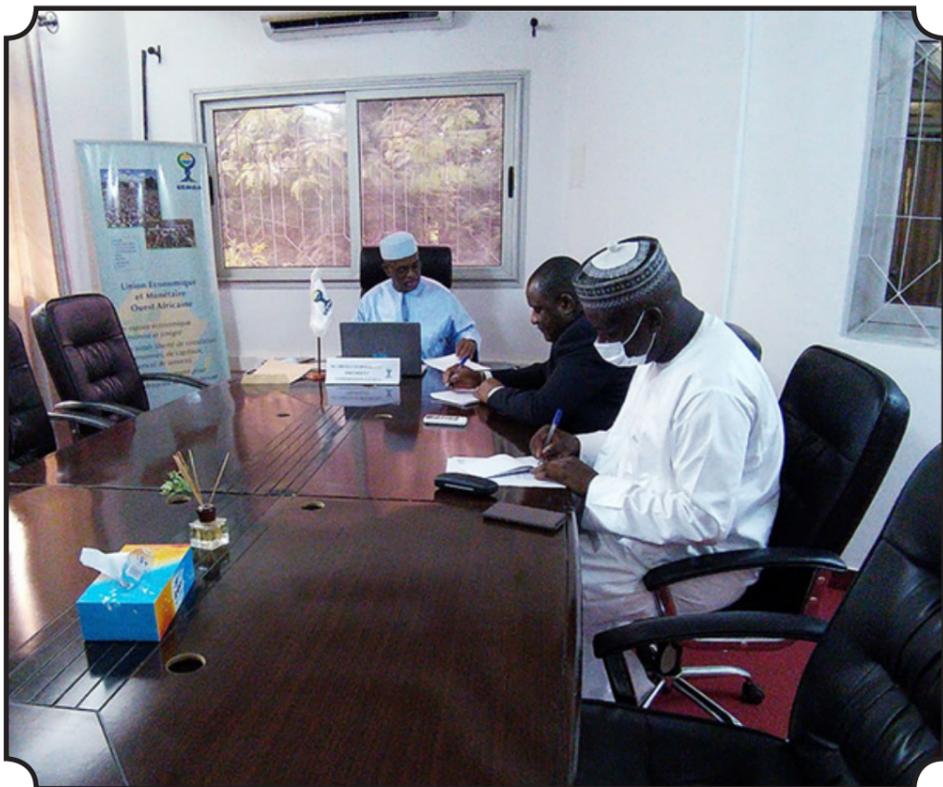


## • Vivien ATAKPABEM

Le portefeuille des projets et programmes de la coopération entre la Commission de l'UEMOA et la Banque Mondiale au cœur de la réunion virtuelle qui a eu lieu ce jeudi 6 août 2020 entre le Président Abdallah Bouréïma et Ousmane Diagana. Une rencontre de prise de contact aux allures d'une séance de travail entre les deux responsables. Ainsi du

Programme d'Harmonisation et de Modernisation des Enquêtes sur les Conditions de Vie des Ménages (PHMECV) au sein de l'Union au Projet d'Investissement pour la Résilience côtière en Afrique de l'Ouest (WACA ResIP) en passant par le Projet Régional pour le Financement du Logement Abordable dans l'Espace UEMOA (PFLA - UEMOA), les principaux axes de coopération entre les

deux institutions ont été ainsi abordés. Pour rappel, la nomination de Monsieur DIAGANA le 1er juillet dernier intervient suite à la décision de la Banque mondiale de désigner un second vice-président pour l'Afrique sub-saharienne en reconnaissance de l'importance de cette zone dans son programme et pour mieux accompagner les améliorations transformationnelles possibles en Afrique.



## AUX DECIDEURS ...

## Conditions d'entrée et de séjour

**A**u Togo, dans le contexte de pandémie de Covid-19, les autorités ont décidé de plusieurs mesures dont un état d'urgence sanitaire, en vigueur depuis le 1er avril 2020, a été prorogé jusqu'au 16 août 2020 ; les frontières terrestres du pays sont fermées aux voyageurs depuis le 20 mars 2020, sauf autorisation spéciale ; la fréquentation des plages du littoral togolais est soumise à restrictions ; le port du masque en public est obligatoire.

Quant aux liaisons aériennes et conditions d'entrée, il est à retenir qu'à compter du 1er août 2020, l'espace aérien togolais est de nouveau ouvert aux vols commerciaux domestiques et internationaux. Les mesures suivantes s'appliquent aux passagers empruntant l'aéroport international Gnassingbé Eyadéma de Lomé : inscription individuelle préalable au voyage sur le site gouvernemental dédié. Téléchargement à l'arrivée d'une application mobile de traçage dénommée Togo Safe, pour permettre la géolocalisation des voyageurs après leur admission sur le territoire togolais ; au départ, les passagers doivent se soumettre à un test PCR dans les 72 heures précédentes ; à l'arrivée, le test est pratiqué au sein d'un laboratoire dédié aménagé dans l'emprise de l'aéroport.

Les passagers sont ensuite tenus d'attendre le résultat en auto-confinement. Les cas positifs sont placés en quarantaine renforcée à domicile ou dans une structure dédiée ; le coût du test est fixé à 40 000 XOF (60 €) payable en ligne au moment de l'inscription sur le site dédié. Les passagers en transit à l'aéroport de Lomé sont dispensés du test s'ils restent en zone internationale.

Au Togo, tout comme dans l'ensemble de la zone UEMOA, des mesures ont été prises pour contenir la pandémie. Celles-ci se distinguent en trois grandes catégories, à savoir les mesures de prévention, les mesures d'urgence sanitaire et les mesures d'atténuation. En tenant compte des réalités socioéconomiques qui prévalent au Togo, le gouvernement a opté pour des mesures plus allégées plutôt qu'un confinement total.

Komlan KPATIDE

## Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km <sup>2</sup>	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

## Covid-19 / Nouveaux allègements fiscaux au Togo

## Faure Gnassingbé soulage les entreprises

Par le truchement d'une nouvelle ordonnance signée le 30 juillet 2020, le Président de la république togolaise, Faure Gnassingbé, apporte véritablement une bouffée d'oxygène aux entreprises impactées par la crise sanitaire liée au coronavirus.

• Joël YANCLO

À Togo, de nouvelles mesures d'allègements fiscaux viennent s'ajouter à celles adoptées en avril dernier, et visant à soutenir davantage les opérateurs économiques et les ménages, dans le contexte de crise liée à la pandémie de coronavirus. De source officielle, on apprend que les dispositions, applicables jusqu'à un mois après la fin de l'expiration de l'état d'urgence sanitaire, concernent les pénalités, la réduction de la patente, la taxe professionnelle unique (TPU), la déductibilité des dons, les contrôles fiscaux opérationnels, les recherches et d'échanges d'informations à des fins fiscales, d'investigations et d'enquêtes fiscales, de lutte contre la fraude, l'évasion fiscale et le droit de reprise de l'administration fiscale et des mesures d'exonération de la taxe sur valeur ajoutée (TVA). Dans le détail, l'exécutif suspend les sanctions fiscales en cas de redressement de défaut ou de retard de dépôt des déclarations fiscales, des impôts et taxes. Toutefois, précise l'ordonnance, les pénalités

légalement notifiées seront comptabilisées pour des raisons de statistiques. Une réduction spéciale de 25% sur l'acompte de la patente est accordée au titre de l'exercice fiscal 2020, aux entreprises opérant dans le secteur des transports, de l'hôtellerie, la restauration et aux organismes assimilés agréés, ainsi qu'aux organisateurs de circuit touristique agréés (au lieu des 10% décidés en avril). Dans la même dynamique, les entreprises individuelles, les transporteurs routiers, les artisans et assimilés relevant de la TPU, bénéficient d'une réduction de 50% sur le deuxième acompte. Les procédures des contrôles fiscaux externes sur place au sein des entreprises sont suspendues durant la période de la crise, mais les pouvoirs publics pourront procéder aux Contrôles sur pièces (CSP) dans le cadre des travaux de bureau ou du télétravail. Pendant la même période, les délais prévus dans le cadre de la conduite des procédures de contrôle fiscal opérationnel sont suspendus, tant pour le contribuable que pour l'administration fiscale, sans qu'aucune décision en



ce sens de l'autorité administrative ne soit nécessaire.

### Poursuite des recouvrements ordinaires

Les procédures de recouvrement ordinaire des impôts et taxes dans le cadre du système fiscal déclaratif auto-liquidé se poursuivent normalement, ainsi que les missions de recherches et d'échanges d'informations à des fins fiscales, d'investigations et d'enquêtes fiscales, de lutte contre la fraude et l'évasion fiscales. Sont éga-

lement suspendus, les délais de reprise de l'administration fiscale arrivant à terme le 31 décembre 2020, pour une durée égale à la période qui court entre le 1er avril 2020 et l'expiration d'un délai d'un mois à compter de la date de cessation de l'état d'urgence sanitaire. De même pour les procédures de recouvrement forcé des impôts et les poursuites fiscales en cours durant toute la période de l'état d'urgence sanitaire, alors que les procédures de recouvrement ordinaire des impôts et

taxes dans le cadre du système fiscal déclaratif auto-liquidé se poursuivent normalement. En ce qui concerne le contentieux fiscal, le gouvernement suspend le délai de réponse dont dispose l'administration fiscale, malgré les dispositions de l'article 367 du Livre des procédures fiscales. A cette batterie de mesures décidées par le Chef de l'Etat, s'ajoutent l'exonération des droits et taxes à l'exception des prélèvements communautaires, l'importation du matériel agricole,

du matériel médical et des produits exclusivement utilisés dans le cadre de la lutte contre la propagation du coronavirus ainsi que certaines opérations liées au foncier et aux activités financières et bancaires.

### L'état d'urgence sanitaire prorogé de 45 jours, jusqu'au 16 août 2020

Pour rappel, le Président de la République, Faure Gnassingbé a officiellement prorogé par ordonnance pour une période de 45 jours, l'état d'urgence sanitaire décrété dans le cadre de la riposte contre la Covid-19 au Togo. Instauré le 1er avril pour une durée de 03 mois, l'état d'urgence était arrivé à expiration. L'exécutif, habilité depuis le 30 mars dernier par le Parlement à légiférer, a donc obtenu le feu vert de la Cour Constitutionnelle pour une prolongation, compte tenu de l'urgence. L'ordonnance entrant en vigueur le 16 juin 2020, toutes les mesures prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire pour faire face à l'épidémie sont donc prorogées jusqu'au 16 août 2020.

## Renforcement de capacité

# Les cadres supérieurs de l'OTR outillés

58 cadres supérieurs des Administrations fiscales et douanières de l'Office Togolais des Recettes (OTR) viennent de boucler les neuf mois de formation assurée par l'institution d'formation Fiscale et Douanière (IFFD) de l'Office.

• Bernard AFAWOUBO

Dans le cadre de renforcement et d'accroissement des cadres supérieurs de l'Administration fiscale et douanière, en fiscalité-gestion-douanes, l'Office Togolais des Recettes (OTR) a initié une formation à leur endroit. La première promotion devra parachever, dans les prochains jours sa formation par la présentation d'un mémoire de fin de formation. Au total, ils sont

au nombre de 58 cadres supérieurs des Administrations fiscales et douanières de l'Office Togolais des Recettes (OTR) à suivre cette formation de neuf mois. En effet, le souci majeur recherché par l'OTR est d'accroître leur compétence au développement et à accompagner l'Office dans sa mission. Aussi l'OTR veut faire de ses fonctionnaires des agents irréprochables, capables d'aider l'Office dans sa mission de créer «

des conditions d'une croissance économique durable ». Mais cela passe par « une politique fiscale attractive », et la « mise à la disposition du gouvernement des recettes fiscales et douanières collectées » en vue de l'amélioration des conditions de vie des populations. Notons que la seconde promotion des cadres supérieurs de l'OTR sortie de l'IFFD, va démarrer la formation début septembre prochain.



## Baromètres Togo

Indicateurs de croissance	2018(e)	2019(e)	2020(e)
PIB (milliards USD)	5,35	5,67	6,24
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	4,7	5,0	5,3
PIB par habitant (USD)	668	691	741
Endettement de l'Etat (en % du PIB)	75,715	70,560	64,775
Taux d'inflation (%)	0,4	1,2	2,0
Balance des transactions courantes (milliards USD)	-0,49	-0,45	-0,44
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	-9,2	-8,0	-7,0

Source: FMI - World Economic Outlook Database - Octobre 2018. Note: (e) Donnée estimée

Indicateurs monétaires	2015	2016	2017
Franc CFA BCEAO (XOF) - Taux de change annuel moyen pour 1 EUR	631,22	630,86	657,54

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.  
Principaux secteurs économiques

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	Industrie	Services
Emploi par secteur (en % de l'emploi total)	36,9	17,3	44,9
Valeur ajoutée (en % du PIB)	41,8	17,0	29,8
Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)	7,3	2,1	3,3

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

Les IDE en chiffres

	Togo	Sub-Saharan Africa	Etats-Unis	Allemagne
Index de transparence des transactions*	7,0	5,0	7,4	5,0
Index de responsabilité des managers**	1,0	4,0	8,6	5,0
Index de pouvoir des actionnaires***	5,0	5,0	9,0	5,0

Source : Doing Business - Dernières données disponibles. Note: \*Plus l'index est grand, plus les transactions sont transparentes. \*\*Plus l'index est grand, plus les managers sont personnellement responsables. \*\*\* Plus l'index est grand, plus les actionnaires ont le pouvoir de défendre leur droit. \*\*\*\* Plus l'index est grand, plus la protection des actionnaires est importante.

## Formation bancaire BCEAO/HEC Paris

## Ouverture des inscriptions au CEMGAB et au CEMRH

La Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) ouvre les inscriptions au Certificat Executive Management Général des Activités Bancaires (CEMGAB) et au Certificat Executive Management Général des Ressources Humaines (CEMRH). La date limite d'inscription au CEMGAB est fixée au 20 août 2020 et celle du CEMRH au 1er octobre 2020.

• Joël YANGLLO

Dans le cadre du programme conjoint BCEAO/HEC Paris de renforcement des capacités au titre de l'année 2020 des établissements de crédit et de microfinance de l'UEMOA, la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) lance une formation revisitée par une équipe pluridisciplinaire de professeurs de HEC Paris, composée de deux parcours certifiant pour permettre aux participants de bénéficier en une seule inscription, du Certificat Executive Management Général des Activités Bancaires (CEMGAB) et du Certificat Executive Management Général des Ressources Humaines (CEMRH) délivrés par HEC Paris.

## A propos du CEMGAB

Le Certificat Executive Management Général des Activités Bancaires (CEMGAB) est destiné aux Directeurs Généraux adjoints, Directeurs et membres de Comité de Direction ou de Comité

Exécutif. Ce Parcours, conçu pour être dispensé aux institutions de crédit, vise, à travers un cursus complet réparti en deux parties, à accompagner les participants par le biais de séances de coaching individuel. Il a également pour but de leur faire bénéficier de modules techniques visant à les doter de compétences managériales nécessaires à l'exercice de responsabilités dans les structures financières. La première partie du Parcours est consacrée à l'accompagnement des participants par des séances de coaching individuel dont le lancement interviendra au cours de Live Webinars, les 24 (pour le groupe 1) et 25 août 2020 (pour le groupe 2), de 14H00 à 17H30 GMT. Ce lancement marquera le début des séances d'une heure de coaching individuel pour chaque participant entre le 26 août et le 8 septembre 2020. Les webinars se dérouleront avec l'outil de visioconférence en ligne ZOOM dont les modalités d'accès seront communiquées aux participants avant le début de chaque session. La deuxième

partie du Parcours est composée de sept modules répartis en six modules de deux jours chacun et un module de trois (03) jours. Elle se déroulera sous la forme de séminaires présentiels au Siège de la BCEAO à Dakar, avec des modules tels que « Finance », du 09 au 11 septembre 2020 ; « Création de valeur du parcours client » et « Stratégie et décision », du 13 au 16 octobre 2020 ; « Conduite stratégique du changement » et « Accompagnement projets », du 10 au 13 novembre 2020 ; « Leadership » et « Management des hommes et des femmes », du 1er au 04 février 2021.

## A propos du CEMRH

Le Certificat Executive Management Général des Ressources Humaines (CEMRH) vise à offrir aux cadres dirigeants des établissements de crédit, notamment les Directeurs et Responsables des Ressources Humaines, un nouveau cursus complet de développement profession-



nel sur les questions relatives aux enjeux et aux méthodes de gestion des ressources humaines. Il est composé des cinq modules dont le suivi permet de bénéficier d'un Certificat HEC Paris. Il s'agit de « Stratégie RH, positionnement et valeur ajoutée de la

fonction RH », les 20 et 21 octobre 2020 ; « Conduite du changement et agilité organisationnelle », les 22 et 23 octobre 2020 ; « Développement des RH, Expérience candidat et expérience collaborateur », les 1er et 02 décembre 2020 ; « Développement des RH,

Gestion des talents », les 03 et 04 décembre 2020 ; « Business Game : Human Capital Challenge », les 07 et 08 décembre 2020. La date limite d'inscription au CEMGAB est fixée au 20 août 2020 et celle du CEMRH au 1er octobre 2020.

## Lutte contre Covid-19

## L'UEMOA remet 500 000 000 FCFA au Togo

La commission de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) a remis lundi 10 août à Lomé, un chèque de 500 millions de F Cfa et des lots de 400 000 masques et d'équipements médicaux au gouvernement togolais engagé dans la riposte contre la pandémie de covid-19.

• Nicole ESSO

Les équipements évalués à 870 millions F Cfa, ont été réceptionnés des mains du commissaire Essowoè Barcola, chargé du département des services administratifs et financiers par le ministre togolais de la santé, professeur Moustafa Mijiyawa. « Ce don viendra renforcer les efforts accomplis par le gouvernement sous la haute direction du chef de l'Etat et contribuera au renforcement des résultats enregistrés par le Togo depuis le début de la pandémie » a souligné le ministre de la santé Mijiyawa. Il ajoute que les masques offerts dont le port

est rendu obligatoire protègent l'individu malade ou non ainsi que les autres en limitant la propagation du virus. Selon le commissaire, l'appui financier et en matériels est une marque de solidarité de la commission vis-à-vis des Etats membres. « En soutien à l'action des Etats membres et pour faire ensemble front à la maladie de la covid-19, la commission de l'UEMOA a voulu marquer sa solidarité au gouvernement et au peuple togolais par l'octroi de masques pour le personnel soignant et pour le grand public, et d'une somme de 500 millions F Cfa », souligne-t-il. Le demi-milliard permettra au pays d'acquérir les kits de



prélèvements et de diagnostics. Le Togo qui a élargi les mesures de riposte dont l'ouverture des frontières totalise

au 9 août, 1060 cas confirmés dont 308 cas actifs, 729 guérisons et 23 décès. En application des décisions prises

par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union lors de la session extraordinaire tenue par visioconférence le 27 avril 2020, la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) accompagne la mise en œuvre des plans nationaux de riposte pour limiter la propagation de la pandémie dans l'espace communautaire. Les Ministres en charge de la santé des huit Etats membres, lors de leur réunion du 7 mai 2020 avaient pris les dispositions nécessaires pour la mise en œuvre diligente des décisions et recommandations des plus Hautes Autorités de l'Union,

afin de faire face à la pandémie de Covid-19. A l'issue de cette rencontre, les Ministres de la santé avaient notamment retenu une liste d'intrants sanitaires prioritaires et proposé qu'ils fassent l'objet d'un achat groupé au profit des Etats. C'est dans ce cadre que la Commission de l'UEMOA remet des masques destinés au personnel soignant et au grand public, ainsi qu'un appui financier de cinq cents millions de FCFA à chaque Ministre en charge de la santé, lors d'une cérémonie officielle qui aura lieu à partir du 10 août 2020 dans les différents Etats membres. Ce qui vient d'être fait au Togo.

## Baromètres Togo

	2016	2017	2018
Investissement Direct Etranger			
Flux d'IDE entrants (millions USD)	-46	88	102
Stocks d'IDE (millions USD)	1.474	1.772	1.790
Nombre d'investissements greenfield***	2	1	2
IDE entrants (en % de la FBCF****)	21,0	n/a	n/a
Stock d'IDE (en % du PIB)	39,7	n/a	n/a

Source : CNUCED - Dernières données disponibles. Note : \* L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. \*\* L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. \*\*\* Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. \*\*\*\* La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

	2015	2016	2017
Indicateurs du commerce extérieur			
Importations de biens (millions USD)	2.127	2.382	2.527
Exportations de biens (millions USD)	1.227	1.290	1.138
Importations de services (millions USD)	n/a	397	n/a
Exportations de services (millions USD)	n/a	530	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	13,7	-3,5	3,7
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	0,2	5,2	0,4
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-1.033	n/a	n/a
Commerce extérieur (en % du PIB)	109,8	105,6	100,0
Importations de biens et services (en % du PIB)	67,6	62,8	59,5
Exportations des biens et services (en % du PIB)	42,2	42,8	40,5

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles



Commissariat Général

Commissariat des Services Généraux

## AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT

Date de lancement de l'Avis : 03 AOÛT 2020  
 Date de clôture de l'Avis : 18 AOÛT 2020  
 AMI N° : 001.../2020/OTR/CG/CSG/DAL/DAMP

## Recrutement d'un Cabinet chargé de la réalisation d'une étude sur l'écart fiscal de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA-GAP).

- L'Office Togolais des Recettes (OTR) a obtenu dans le cadre de son budget Gestion 2020, des fonds afin de financer la réalisation d'une étude sur l'écart fiscal de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA-GAP), et a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre du marché de recrutement d'un cabinet chargé de la réalisation de cette étude.
- Les services comprennent : (i) l'estimation de l'écart de la TVA en le décomposant suivant les différents causes et secteurs d'activités (fraudes-évasion fiscales/politique fiscale nationale-communautaire, branche et secteur d'activités) ; (ii) l'analyse des recettes de TVA par transaction économique (consommation finale, consommation intermédiaire, investissement) ; et (iii) des propositions concrètes pour améliorer le rendement de la TVA en une mission pour une durée de cinq (05) mois.
- Les Cabinets intéressés sont invités à manifester leur intérêt pour la prestation des services décrits ci-dessus en fournissant les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les services. Les Cabinets doivent produire les informations sur leur capacité et expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations (documentation, référence de prestations similaires, expérience dans des missions comparables, disponibilité de personnel qualifié, etc.). Les Cabinets peuvent se mettre en association pour augmenter leurs chances de qualification.
- Les candidatures seront évaluées sur la base des critères ci-après :
  - La nature des activités du Cabinet en rapport avec la présente mission et le nombre d'années d'expérience : **20 points** répartis comme suit :
    - La nature des activités : 10 points ;
    - Nombre d'années d'expérience : 10 points.

2

En rapport à ce critère, les cabinets doivent fournir les documents indiquant la nature de leur activité ainsi que l'année de leur création.

- Les références du Cabinet concernant l'exécution des missions d'études : **50 points** répartis comme suit :
  - L'expérience générale du Cabinet dans le domaine des études au cours des dix (10) dernières années : 20 points ;
  - L'expérience avérée dans la réalisation des missions similaires au cours des dix (10) dernières années : 30 points.

Pour apprécier les cabinets par rapport à ce critère, il leur est demandé de prouver qu'ils ont mené au moins quatre (04) missions d'études de façon générale et au moins (01) mission d'étude dans le domaine de la fiscalité.

- L'organisation technique et managériale du Cabinet : **10 points requis.**

Les cabinets doivent fournir une présentation claire de leur organisation (organigramme à l'appui) managériale, matérielle, etc...

- Les qualifications générales et le nombre de personnels professionnels : **20 points.**

Afin d'apprécier la qualification du personnel professionnel, les cabinets fourniront les copies des diplômes de tout le personnel proposé.

- Il est demandé aux cabinets de fournir des informations en ne dépassant pas **cinquante (50) pages**. Les cabinets peuvent s'associer pour renforcer leurs compétences respectives. Le Cabinet devra joindre à son offre les autres documents suivants :

## a) Pour les cabinets communautaires :

- Une (01) copie certifiée de la Carte d'Immatriculation Fiscale (CIF) ou toute autre pièce équivalente en cours de validité ;
- Un (01) extrait du Registre du Commerce et du Crédit Mobilier (RCCM) ;
- Une (01) attestation de non faillite datant de moins de trois (03) mois ;
- Un (01) **original** du Quitus fiscal datant de moins de trois (03) mois ;
- Une (01) attestation de l'Inspection du Travail et des Lois Sociales (ITLS) datant de moins de trois (03) mois ;
- Un (01) quitus social datant de moins de six mois (06) mois ;
- Un (01) **original** de l'attestation du paiement de la taxe parafiscale de régulation.

## b) Pour les cabinets étrangers :

- Un (01) extrait du Registre du Commerce et du Crédit Mobilier (RCCM) ;
- Une (01) attestation de non faillite datant de moins de trois (03) mois dans le pays d'origine du cabinet ;
- Un (01) **original** de l'Attestation de paiement de la taxe parafiscale de régulation sur des marchés antérieurs (à compter de septembre 2011).

**NB :** A l'exception du **quitus fiscal** et de l'**attestation de paiement de la taxe parafiscale de régulation** qui doivent être fournis en **original**, toutes les autres pièces peuvent être des copies légalisées.

3

- Une liste de six (06) cabinets présentant au mieux les aptitudes requises pour exécuter les prestations sera établie par l'Autorité contractante ; ces cabinets présélectionnés seront ensuite invités à présenter leurs propositions techniques et financières et un cabinet sera sélectionné selon la méthode : « de sélection basée sur le moindre coût ».
- Les cabinets intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse, mentionnée ci-dessous aux heures d'ouverture des bureaux de 08 h 00 à 12h 00 et 15 h 00 à 17h 00. Les termes de référence sont disponibles à la même adresse :

Siège de l'Office Togolais des Recettes, Commissariat Général,  
 Secrétariat de la Personne Responsable des Marchés Publics,  
 1<sup>er</sup> étage de l'immeuble de l'Institut de Formation Fiscale et Douanière  
 de l'OTR, 41, rue des impôts ; BP 20 823 Lomé-Togo, Tél : 22 53 14 82.  
 E-mail : [marches-publics@otr.tg](mailto:marches-publics@otr.tg)

- Les manifestations d'intérêt rédigées en français devront être déposées sous plis fermés, par courrier ou par mail à l'adresse, mentionnée ci-dessus au plus tard le
- 18 AOÛT 2020 à 16 heures 00 min, heure locale et porter expressément la mention :

« MANIFESTATION D'INTERET POUR LE RECRUTEMENT D'UN CABINET CHARGER DE LA REALISATION D'UNE ETUDE SUR L'ECART FISCAL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE (TVA-GAP) »

« À N'OUVRIR QU'EN SÉANCE »

Fait à Lomé, le 18 AOÛT 2020

Le Personne Responsable des Marchés Publics  
  
 Halirou DJOBO

## Face au coronavirus

### Les Africains se réveilleront-ils pour réagir à la crise de l'eau ?

Ces dernières années, de nombreuses villes africaines ont dû prendre des mesures drastiques pour éviter des pénuries d'eau potable. Nous nous souvenons tous de la pénurie historique subie par la ville du Cap en 2018. Les autorités sud-africaines avaient évité de justesse la catastrophe en rationnant l'eau potable à 50 litres par jour et par habitant, dans une ville habituée jusque-là à des niveaux élevés de consommation.



La même année, la ville de Bouaké en Côte d'Ivoire recevait un financement d'urgence 8,5 millions de dollars de la Banque mondiale pour faire face à une grave pénurie d'eau potable. Cette intervention a permis de juguler la pénurie grâce à la construction de stations compactes de traitement, l'équipement de nouveaux forages et la réhabilitation de pompes manuelles dans les villages raccordés au réseau de Bouaké tout en développant la distribution d'eau potable par des camions citernes.

#### L'eau, l'assainissement et l'hygiène au centre de la crise de COVID-19

Alors que la première recommandation de l'Organisation mondiale de la santé pour se protéger du coronavirus est de se laver les mains fréquemment avec du savon, il est évident que pour lutter de façon durable contre la propagation du COVID-19 et prévenir toutes les pandémies à venir, la disponibilité d'eau potable à proximité immédiate des habitations pour l'ensemble de la population est un impératif. Or, en Afrique subsaharienne, près de 63 % des populations urbaines, principaux foyers de la maladie, ont du mal à accéder aux services élémentaires d'alimentation en eau et ne peuvent pas se laver les mains. On estime que 70 à 80 % des maladies sur le continent sont dues à la mauvaise qualité de l'eau et à l'absence d'installations d'assainissement adéquates, comme la dysenterie et le choléra, qui sont parmi les principales causes de mortalité infantile. Les gouvernements africains viennent de mettre en place des plans d'urgence pour lutter rapidement contre la crise de COVID-19. Mais la plupart de ces plans mettent surtout l'accent sur la réponse d'urgence sanitaire et peu

sur l'amélioration de l'accès à l'eau et à l'assainissement, si ce n'est à travers l'installation d'équipements pour le lavage des mains dans les centres de santé et autres lieux publics.

#### L'urbanisation rapide oblige à trouver des solutions durables pour améliorer l'accès à l'eau

Le problème de l'accès à l'eau potable est d'autant plus vital que la démographie urbaine augmente très rapidement sur le continent. En 2050, plus de 1,6 milliard d'Africains habiteront dans des villes et des bidonvilles. Dans les prochaines années, une centaine d'immenses mégapoles actuelles, comme Lagos au Nigéria qui compte 23 millions d'habitants ou Kinshasa en République démocratique du Congo et ses 12 millions d'habitants, doubleront leurs populations. Par ailleurs, le monde connaîtra d'autres pandémies. Et le changement climatique ne fera qu'accroître les épisodes de sécheresse ou d'inondations qui affectent déjà de nombreuses villes. Il est dès lors primordial que les gouvernements africains mettent en place des stratégies, mobilisent une partie de leur budget et élaborent des politiques en faveur de la fourniture de services d'eau, d'assainissement et d'hygiène à l'ensemble des Africains. Plusieurs solutions s'offrent à eux : augmenter les investissements dans l'eau et l'assainissement : Conformément au 6e Objectif de développement durable, l'Afrique doit investir massivement dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement au cours des dix prochaines années. Il faudrait entre 10 et 15 milliards de dollars d'investissement annuels pour approvisionner toute la population en eau potable et fournir un service d'assainissement de

base. Or actuellement, les pays africains ne consacrent pas plus de 0,5 % de leur PIB à ce secteur et n'y investissent qu'une petite partie de l'aide internationale. Garantir la viabilité financière des sociétés de traitement et distribution d'eau : Selon une étude récente de la Banque mondiale sur la performance des services d'adduction d'eau en Afrique, la moitié des sociétés ne disposent pas de recettes suffisantes pour couvrir leurs coûts d'exploitation et d'entretien. Il faudra donc renforcer les capacités opérationnelles et la résilience des sociétés publiques ou privées, afin qu'elles puissent fournir de l'eau de bonne qualité, en quantité suffisante et à un tarif politiquement et socialement acceptable tout en étant viables financièrement. Réutiliser les eaux usées : Dans de nombreux pays, les eaux usées deviennent une autre manière de répondre à la demande en eau, surtout autour des zones urbaines où se développent des périmètres maraîchers indispensables pour nourrir les habitants des villes. En Israël, par exemple, 91 % des eaux usées sont traitées et 71 % servent à l'irrigation des cultures. Or, dans les pays africains, seuls 10 % des eaux usées sont traitées. En réutilisant davantage l'eau pour irriguer les terres agricoles, ces pays pourront assurer la sécurité alimentaire du continent tout en appliquant des approches d'économie circulaire et de sécurité de l'eau. La crise sanitaire historique que nous traversons va frapper durablement l'économie mondiale mais elle portera un coup encore plus dur aux économies africaines fragiles. Plus ces dernières réagiront vite, plus elles seront résilientes. Et une riposte durable au COVID-19 et aux pandémies qui lui succéderont ne pourra occulter l'eau et l'assainissement.

*Banque mondiale*

## Ghana

### Bientôt une université de l'environnement

Le président ghanéen Nana Akufo-Addo a présidé le 5 août 2020, la cérémonie de lancement de la deuxième phase des travaux de construction de l'Université de l'environnement et du développement durable (UESD). Occasion au cours de laquelle Nana Akufo-Addo a annoncé le recrutement des étudiants de la première promotion de cette université, pour le compte de l'année académique 2020-2021.

Basée dans la commune de Trom-Somanya à l'est du Ghana, l'Université de l'environnement et du développement durable (UESD) lancera la sélection de ses tout premiers étudiants, dès le mois d'octobre 2020. L'annonce a été faite par le président ghanéen Nana Akufo-Addo, qui a présidé le 5 août 2020, la cérémonie de lancement de la deuxième phase des travaux de construction de cette école. Le contrat de cette deuxième phase a été signé le 6 mai 2020 entre le gouvernement et Contracta, une société brésilienne d'ingénierie. Étendue sur une durée de 30 mois, les travaux de cette phase coûteront environ 50 millions d'euros au contribuable ghanéen. Il s'agira de la construction d'autres amphithéâtres, de la bibliothèque principale, d'un laboratoire, et de cinq terrains de sport. La construction de ces installations ne détermine pas le début des activités pour l'UESD. Selon Nana Akufo-Addo, le gouvernement a doté l'école des ressources nécessaires pour le recrutement de 300 employés, en vue d'accueillir les premiers étudiants du



premier cycle dès l'entame de l'année académique 2020-2021.

#### La première université du Ghana dédiée à la protection de l'environnement

L'entrée en fonction de l'UESD sera donc effective grâce aux réalisations de la première phase, qui a coûté près de 45 millions d'euros. Une salle de conférence et un auditorium polyvalent pour l'école des sciences naturelles et environnementales sont sortis de terre. L'école d'agriculture et de développement de l'agro-entrepreneuriat s'est vue quant à elle dotée d'un laboratoire et d'un bloc administratif. Les bureaux du recteur et du vice-recteur ont égale-

ment été construits. Soutenu par la Deutsche Bank à travers un prêt de 38 millions d'euros, le projet de l'UESD, encore appelée Université de l'Est, a été conçu en avril 2013 voté par le parlement l'année suivante et approuvé par le président de l'époque en 2016. Cette université formera les professionnels de l'environnement et du développement durable au Ghana. Elle propose des programmes d'études et de recherche sur le changement climatique, le développement des ressources en eau, la durabilité énergétique, l'économie et la politique de l'énergie, l'architecture urbaine, les ressources naturelles et l'économie de l'environnement, la politique environnementale et les sciences de l'environnement.

*Afriki21*

## UEMOA / Juin 2020

### Quasi-stabilité des opérations interbancaires

Le volume moyen hebdomadaire des opérations interbancaires, toutes maturités confondues, dans l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA), est resté quasi-stable au mois de juin 2020 comparé au mois précédent, selon les données de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO).



Ce volume est ressorti à 236,8 milliards de FCFA durant la période sous revue contre 236,5 milliards de FCFA au mois de mai 2020. Le taux moyen pondéré de ces opérations s'est établi à 3,48% contre 3,50% le mois précédent, soit un repli de 0,02 point de pourcentage. (1euro = 655 Franc CFA). Au titre du compartiment à une semaine, le volume moyen des opérations est ressorti à 160,5 milliards de FCFA en juin

2020 après 173,6 milliards de FCFA un mois plus tôt, soit une baisse de 13,1 milliards de FCFA. Le taux d'intérêt moyen sur ce guichet s'est situé à 3,24% contre 3,41% en mai 2020, soit un repli de 0,17 point de pourcentage. Par rapport au marché monétaire régional, les services de l'institut d'émission relèvent que le montant moyen des soumissions sur le guichet hebdomadaire des adjudications s'est fixé à 3.450,3 milliards de FCFA en juin

2020 contre 3.428,7 milliards en mai 2020, soit une légère hausse de 0,6%. En lien, avec la baisse des taux directeurs de la BCEAO, le taux moyen pondéré sur le guichet hebdomadaire est ressorti à 2,40% au cours du mois sous revue contre 2,50% au mois de mai 2020. Le montant moyen retenu au terme des adjudications s'est établi à 3.450,3 milliards de FCFA en juin 2020.

*Avec Financial Afrik*

**BRVM 10** 121,06

Variation Jour ↓ -1,13 %

Variation annuelle ↓ -18,81 %



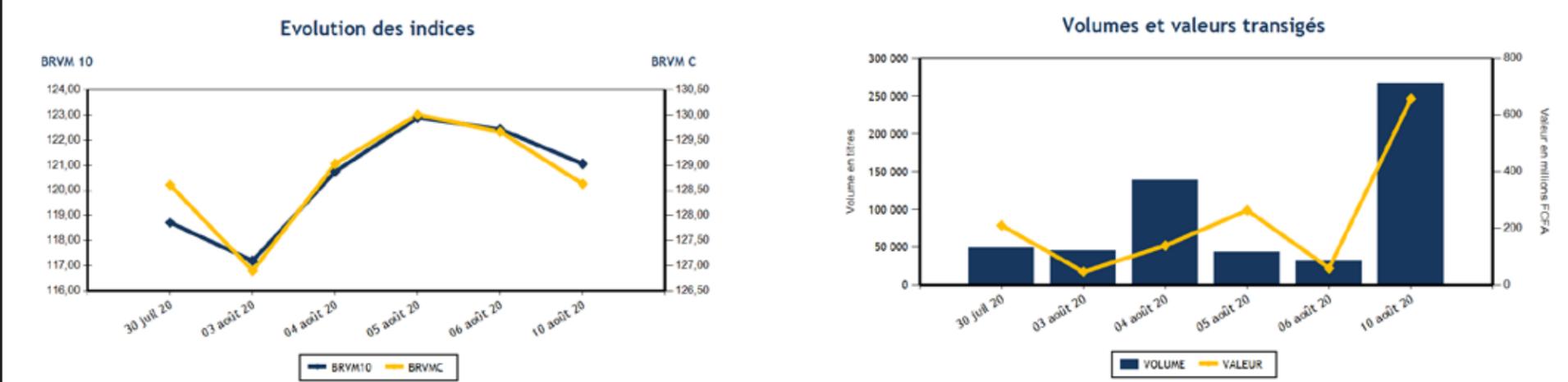
## BULLETTIN OFFICIEL DE LA COTE

N° 151 lundi 10 août 2020 Site : www.brvn.org

**BRVM Composite** 128,63

Variation Jour ↓ -0,80 %

Variation annuelle ↓ -19,22 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	3 864 697 885 491	-0,81 %
Volume échangé (Actions & Droits)	263 300	752,27 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	623 240 635	1 015,68 %
Nombre de titres transigés	34	25,93 %
Nombre de titres en hausse	9	200,00 %
Nombre de titres en baisse	10	-16,67 %
Nombre de titres inchangés	15	25,00 %

**PLUS FORTES HAUSSES**

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
VIVO ENERGY CI (SHEC)	580	3,57 %	-27,50 %
ECOBANK COTE D'IVOIRE (ECOC)	3 000	3,45 %	-24,81 %
NSIA BANQUE COTE D'IVOIRE (NSBC)	3 300	3,13 %	-49,00 %
BANK OF AFRICA NG (BOAN)	3 500	2,94 %	3,40 %
ONATEL BF (ONTBF)	2 850	1,79 %	5,36 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	5 080 638 029 096	-0,25 %
Volume échangé	3 508	729,31 %
Valeur transigée (FCFA)	34 930 836	817,17 %
Nombre de titres transigés	21	250,00 %
Nombre de titres en hausse	1	0,00 %
Nombre de titres en baisse	8	-
Nombre de titres inchangés	12	140,00 %

**PLUS FORTES BAISES**

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SICABLE CI (CABC)	750	-5,66 %	19,05 %
CFAO MOTORS CI (CFAC)	370	-5,13 %	-14,94 %
AIR LIQUIDE CI (SIVC)	200	-4,76 %	8,11 %
SONATEL SN (SNTS)	12 495	-2,99 %	-26,48 %
BOLLORE (SDSC)	1 250	-2,34 %	-16,67 %

**INDICES SECTORIELS**

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	32,74	-0,18 %	-13,06 %	4 559	3 081 990	52,63
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	380,65	-2,29 %	-23,16 %	178 391	521 203 485	7,91
BRVM - FINANCES	15	51,95	0,52 %	-14,82 %	16 677	44 531 290	5,80
BRVM - TRANSPORT	2	307,10	-2,28 %	-16,27 %	5	6 250	7,25
BRVM - AGRICULTURE	5	56,11	0,00 %	-34,66 %	21 673	31 045 275	5,15
BRVM - DISTRIBUTION	7	201,21	-0,75 %	-20,55 %	41 995	23 372 345	9,89
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	234,44	0,00 %	-22,45 %	0	0	2,95
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	9,50	
Taux de rendement moyen du marché	10,70	
Taux de rentabilité moyen du marché	12,92	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	68	
Volume moyen annuel par séance	2 191,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	3 539 785,17	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	7,39	
Ratio moyen de satisfaction	79,19	
Ratio moyen de tendance	1 071,33	
Ratio moyen de couverture	9,33	
Taux de rotation moyen du marché	0,02	
Prime de risque du marché	-0,56	
Nombre de SGI participantes	26	

**Définitions**

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances  
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances  
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)  
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)  
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif  
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende  
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées  
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

  
SENEGAL  
Chambre de Commerce et d'Industrie de Dakar  
18, Rue Joseph Anoma  
Tél : (221) 21 21 21 21  
Fax : (221) 21 21 21 21

  
BURKINA FASO  
Chambre de Commerce et d'Industrie  
05, Boulevard Fatick  
BP 502 Ouagadougou 01  
Tél : (226) 20 20 20 20  
Fax : (226) 20 20 20 20

  
CÔTE D'IVOIRE  
Bourse Régionale des Valeurs Mobilières  
Palais, 18, Rue Joseph Anoma  
01 BP 3002 Abidjan 01  
Tél : (225) 20 20 20 20  
Fax : (225) 20 20 20 20

  
SENEGAL  
Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Innovation  
de Niakhar, Place de la concertation  
BP 11 Niakhar  
Tél : (221) 44 98 18 18  
Fax : (221) 44 98 18 18

  
NIGER  
Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Innovation  
de Niakhar, Place de la concertation  
BP 11 Niakhar  
Tél : (227) 20 73 48 48  
Fax : (227) 20 73 48 48

  
SENEGAL  
7, rue Jean Moulin  
BP 8886, Dakar - Plateau  
Tél : (221) 33 401 15 15  
Fax : (221) 33 401 15 15

  
TOGO  
4801, Boulevard G. Gbaguidi (Espace,  
Mairie de C2)  
BP 3822 Lomé  
Tél : (228) 22 49 23 23  
Fax : (228) 22 38 23 41

## Chine

## Les fabricants de masques déchantent

Les fabricants chinois luttent pour leur survie sur un marché devenu ultra concurrentiel et qui n'est plus synonyme de poule aux oeufs d'or.

Réglementation plus stricte et prix en chute libre: les fabricants de masques chinois luttent pour leur survie sur un marché devenu ultra concurrentiel et qui n'est plus synonyme de poule aux oeufs d'or. «Depuis avril, nos commandes ont été divisées par cinq ou six», peste Yang Hao, directeur commercial de CCST, une entreprise de Shenzhen (sud) spécialisée dans les purificateurs anti-pollution mais reconvertie dans les masques au plus fort de l'épidémie. Premier pays touché par le nouveau coronavirus, la Chine s'est rapidement imposée comme le principal fabricant de masques au monde, Pékin n'hésitant pas à en user sur le plan diplomatique avec des dons – très médiatisés – à l'étranger. Entre mars et mai, le géant asiatique a exporté plus de 50 milliards de masques, selon les derniers chiffres disponibles des Douanes chinoises. Cela représente 10 fois la production totale du géant asiatique l'an dernier. Des centaines d'entreprises se sont lancées en début d'année dans une course effrénée à la fabrication de masques, au moment où les besoins de protection contre le virus explosaient aux quatre coins de la planète et que les prix s'envolaient. La plupart des firmes étaient novices en la matière, à l'image du groupe automobile BYD, devenu en quelques semaines le plus gros fabricant mondial de masques, avec une capacité de 5 millions d'unités par jour. Selon la base de données sur les entreprises Tianyancha, près de 74.000 sociétés se sont inscrites en tant que fabricant de masques au premier semestre, contre moins de 6.000 un an plus tôt. Et le mois d'avril a représenté à lui seul la moitié des créations.

## Qualité en doute et

## Lutte contre le coronavirus

## L'OMS alerte sur un énorme déficit de fonds

L'Organisation mondiale de la santé alerte sur ses fonds insuffisants pour lutter contre le coronavirus. L'OMS estime ne disposer que de 10% des montants nécessaires à la lutte contre le coronavirus.

Le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a alerté lundi sur l'existence d'un écart considérable entre les fonds nécessaires pour combattre la pandémie de COVID-19 et les sommes promises à travers le monde. L'OMS ne dispose que de 10% des montants nécessaires sachant que "plus de 100 milliards de dollars (plus de 85 milliards d'euros) seront nécessaires



## arnaques

Mais le vent a tourné, même si le port du masque ne semble pas près de disparaître avec le regain épidémique des dernières semaines dans de nombreux pays. Même en Chine, qui n'a enregistré aucun décès du Covid-19 depuis la mi-mai, la population continue très majoritairement à porter le masque dans certaines villes comme Pékin. Mais «il y a trop de petits producteurs non qualifiés et cela a entraîné un effondrement des prix», relève pour l'AFP l'analyste Wilfred Yuen, de la banque d'affaires BOCI à Hong Kong. Le responsable commercial d'une entreprise de produits médicaux basée dans le Hebei, près de Pékin, assure vendre aujourd'hui ses masques à perte, avec un prix de vente «autour de 0,4 yuan (0,05 euro) contre 1,7 yuan au plus fort de l'épidémie». Un coup d'autant plus dur pour le responsable, dénommé Xu, que les matières premières qu'il a achetées en pleine pénurie coûtaient, selon lui, «30 fois plus cher» qu'aujourd'hui. Si la course aux masques a été un atout indéniable sur le plan sanitaire, cela a «entraîné une baisse générale de la qualité et une hausse des escroqueries», constate dans une note le cabinet d'études de marché Daxue Consulting. Après plusieurs plaintes à l'étranger épinglant la qualité supposée de la production chinoise, Pékin a drastiquement durci

en avril ses critères d'exportation. Les fabricants sont désormais tenus de présenter une certification du pays destinataire.

## Vers des faillites en cascade?

L'entreprise CCST a obtenu la sienne auprès des autorités allemandes. Mais les affaires ne semblent pas pour autant florissantes. «Les pays européens produisent désormais leurs propres masques grâce à des machines achetées en Chine», se désole Yang Hao. L'Amérique latine, région du monde comptant le plus grand nombre de contaminations, est aujourd'hui son principal client avec les Etats-Unis. Les exportations vers l'Oncle Sam se font «via un pays tiers» à cause des tensions avec Washington, précise M. Yang. Malgré tout, «la Chine restera le premier fournisseur mondial de masques», estime Wilfred Yuen, de BOCI. «De nombreux pays restent incapables d'assurer leur propre approvisionnement en masques», fait-il remarquer. Pour la France seule, les commandes d'Etat s'élèvent à environ 4 milliards de masques depuis le début de l'épidémie, selon le ministère de la Santé. Le quotidien anglophone Global Times estimait récemment que 95% des fabricants chinois pourraient mettre la clé sous la porte d'ici la fin de l'année. «Les fabricants bas de gamme auront du mal à survivre», prévoit M. Yuen. (AFPE)

## Allemagne

## Le marché automobile limite la casse

Durement impactées par la pandémie, les ventes des constructeurs allemands ont repris durant le mois passé. Près de 100'000 suppressions d'emplois sont toutefois attendues dans le secteur.

Le marché automobile allemand n'a baissé que de 5% en juillet sur un an, après plusieurs mois de chutes de plus de 30% en raison de la pandémie, selon des chiffres publiés mercredi par l'agence fédérale pour l'automobile (KBA).

## Tendance de stabilisation

Sur les sept premiers mois de l'année, les immatriculations de voitures neuves restent 30% inférieures à la même période en 2019, après des baisses de 38% en mars, 61% en avril, 50% en mai et 32% en juin. Le printemps était marqué par le confinement imposé pour limiter la propagation du Covid-19, qui a entraîné la fermeture des points de vente et des interruptions de production dans les usines, mettant à terre une branche phare de l'industrie allemande. L'Allemagne s'inscrit désormais dans une tendance de stabilisation: le marché britannique a progressé de 11% en juillet, et les immatriculations ont augmenté de 4% en France. Les ventes européennes pro-



fitent des primes d'achat ou, en Allemagne, de la baisse généralisée temporaire de la TVA. Plusieurs marques allemandes ont progressé, dont BMW (+17%) et Mercedes (+11%) tandis que la marque VW, leader du marché, a cédé 3%, moins qu'Audi (-21%) ou encore Opel (-45%). Optimisme venu de Chine Les ventes de camping-cars ont presque doublé sur un an et celles des voitures électriques ont bondi de 180% à 16'800 unités soit 5% du marché. Toutefois, «le retour à la normalité sera long et douloureux» selon l'expert du secteur Ferdinand Dudenhöffer, qui s'attend à

100'000 suppressions d'emplois en Allemagne chez les constructeurs et équipementiers dans les prochaines années en raison de capacités de production supérieures à la demande. «L'optimisme de la branche auto vient de Chine» alors que «l'Europe et d'importants marchés d'exportation restent dans la crise», remarque-t-il. Au deuxième trimestre, les principaux constructeurs allemands ont d'ailleurs essuyé de lourdes pertes et d'ores et déjà annoncé des milliers de suppressions d'emplois pour faire plus d'économies.

(ATS/NXP)

## Smartphones

## A cause des sanctions Huawei perd ses puces

Le géant chinois des télécoms Huawei a annoncé que la production des puces Kirin destinées à ses smartphones haut de gamme cesserait le 15 septembre à cause des sanctions américaines, soulignant que cela représentait pour lui une "perte immense".

Le géant chinois des télécoms Huawei a annoncé que la production des puces Kirin destinées à ses smartphones haut de gamme cesserait le 15 septembre à cause des sanctions américaines, soulignant que cela représentait pour lui une "perte immense". Au cours d'un forum des industries technologiques, le PDG de Huawei Yu Chengdong a



déclaré vendredi que la production des puces Kirin 9000 cesserait à partir du 15 septembre, la firme Taiwan Semiconductor Manufacturing Co. (TSMC) qui les fabriquait en utilisant des composants américains ayant arrêté de prendre des commandes de Huawei, craignant des répercussions.

## "Immense perte"

Huawei n'a pas les capacités de fabriquer en interne les puces utilisées pour ses smartphones haut de gamme. "Les smartphones de Huawei ne sont pas fournis en puces, en conséquence le volume de livraison cette année est un peu inférieur à 240 millions d'unités (produites en 2019)", a déclaré M. Yu. "Pour nous,

c'est une immense perte". Huawei -- le plus gros producteur mondial d'équipements télécoms -- est au centre du bras de fer économique et géopolitique entre Pékin et Washington, qui affirme que le géant chinois des télécoms représente une menace significative pour la cybersécurité. En mai, le gouvernement américain a interdit aux fournisseurs du monde entier d'utiliser des technologies américaines pour produire des composants destinés à Huawei. Washington a également lancé une campagne diplomatique pour isoler le groupe chinois, qui apparaît parmi les concurrents les mieux placés pour la course à la 5G.

(Avec AFP)

## Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
6ième édition Naturallia	1er au 3 septembre 2020	Canada	<a href="https://naturallia.com/">https://naturallia.com/</a>
4e Conférence mondiale sur le teck 2020	24 au 27 août 2020	Accra, Ghana	Néant
Conférence mondiale sur l'ingénierie du bois 2020	24 au 27 août 2020	Santiago (Chili)	Néant
Salons e-marketing et stratégie clients	1er au 3 septembre 2020	Paris, France	<a href="https://www.emarketingparis.com/">https://www.emarketingparis.com/</a> <a href="https://www.emarketingparis.com/">https://www.emarketingparis.com/</a>
8e Forum mondial sur la durabilité	14 au 19 septembre 2020	Genève (Suisse)	Néant
Rencontres de l'action internationale des collectivités territoriales 2020	21 au 22 Septembre 2020	Paris, France	<a href="http://www.cites-unies-france.org/10e-rencontres-de-l-AICT-les-2-3-juillet-2019-ACTES">http://www.cites-unies-france.org/10e-rencontres-de-l-AICT-les-2-3-juillet-2019-ACTES</a>
3e Conférence de l'IUFRO sur l'acacia 2020	22 au 24 septembre 2020	Bintulu, Sarawak (Malaisie)	Néant
Forum mondial de l'économie circulaire 2020	29 septembre au 1er octobre 2020	Toronto, Canada	<a href="https://www.economiecirculaire.org/">https://www.economiecirculaire.org/</a>
Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (CdP-26)	9 au 20 novembre 2020	Glasgow (Royaume-Uni)	Néant
Forum biennal mondial de l'investissement de la CNUCED	6 au 10 décembre 2020	Abu Dhabi, Emirats Arabes Unis	Néant
Journées de l'Innovation en Biologie2020	04 au 05 novembre 2020	Paris, France	<a href="https://jib-innovation.com/">https://jib-innovation.com/</a>
Assises africaines de l'intelligence économique	Février 2021	Congo	<a href="mailto:communication@assises-africaines-ie.org">communication@assises-africaines-ie.org</a>

## HOROSCOPE finance

**Bélier** Vous tracerez votre sillon, consciencieusement, scrupuleusement. Mais ce côté bossueur ne vous empêchera pas d'utiliser votre imagination et surtout votre flair accru en matière financière. Résultat : vous améliorerez sensiblement votre situation matérielle.

**Taureau** Soyez à l'affût des bonnes affaires et des placements intéressants. Il s'en présentera beaucoup cette fois. Mais il faudra redoubler de vigilance afin de ne pas risquer de dilapider vos économies.

**Gémeaux** La Lune influençant un secteur financier de votre thème peut vous faire gagner de l'argent au jeu, notamment au PMU. La journée sera donc favorable à ceux qui fréquentent les champs de courses. D'autres formes de jeu vous seront également favorables.

**Cancer** Mercure arrivera à la rescousse et vous fera faire des gains imprévus. Mais attention : cette planète poussera aussi à la dépense ! En cas de gain important, mettez de côté l'argent que vous avez gagné, et n'y touchez plus pendant longtemps.

**Lion** Le Ciel astral sera relativement calme sur le plan financier. Jupiter devrait protéger vos affaires pécuniaires. Mais attention toutefois à l'impact de Pluton, qui pourrait vous faire oublier votre habituelle prudence en matière d'achats et de placements. Ne prenez pas de décision importante sur un coup de tête. Mieux vaudra, au contraire, réfléchir longuement et prendre conseil de personnes averties.

**Vierge** Tout ne sera pas rose sur le plan financier. Vous aurez probablement de sérieux problèmes de trésorerie parce que vous avez manqué de rigueur dans la gestion de votre budget. Concernant vos spéculations, la prudence s'imposera. Sachez patienter sans enrager. Un déblocage bénéfique pourrait intervenir si vos projets restent intelligents et raisonnables. En attendant, évitez absolument de laisser l'argent filer entre vos doigts.

**Balance** Les influx planétaires seront dans l'ensemble favorables à vos finances. Mais il vous faudra tout de même veiller à garder le contrôle de la situation. Si vous dépensez trop, ou si vous vous lancez dans des investissements aventureux, vous risquez de voir la chance se retourner contre vous. Restez raisonnable, même si vous avez droit à un coup de pouce du Ciel.

**Scorpion** Vous risquez de vous attirer de sérieuses complications si vous ne vous mettez pas à régler factures, contraventions éventuelles, impôts et dettes. Après ces démarches, vous vous sentirez soulagé d'un grand poids.

**Sagittaire** Quelques petites inquiétudes, peut-être, sont à prévoir sur le front financier. Vous ne pourrez pas compter sur le soutien de la chance, mais n'aurez pas non plus à vous méfier de possibles retournements de situation. Gérez sagement votre budget, et vous n'aurez aucun souci.

**Capricorne** Saturne en bel aspect vous donnera d'assez bons espoirs d'amélioration de votre standing, surtout si vous êtes du premier décan. Il y aura des mouvements d'argent assez importants. Bonne intuition dans les transactions diverses, les placements en Bourse. Des gens qui vous doivent de l'argent seront en mesure de vous rembourser ; n'hésitez pas à insister, s'il le faut, et à vous montrer ferme. Ne faites pas de dépenses déraisonnables.

**Verseau** Vous ne manquerez pas d'une certaine chance en argent. Néanmoins, l'art et la culture seront mal protégés, à moins que vous ne sortiez résolument des sentiers battus pour vous tourner vers l'étranger. Si vous avez des projets immobiliers, le moment sera propice pour les réaliser.

**Poissons** Bonne chance financière grâce aux influx de Saturne. Vous aurez la possibilité de réaliser d'excellentes transactions. Vous pourrez aussi consolider votre situation matérielle en envisageant des placements sûrs.

## L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières

Email : [leconomistetogo@gmail.com](mailto:leconomistetogo@gmail.com)

Site web: [www.leconomistedutogo.com](http://www.leconomistedutogo.com)

REC N°0602/11/12/19/HAAC

Adress AGOE Route de la cour d'Appel ( derrière institut IPP)

Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

### Directeur de publication

Komlan KPATIDE

00228 90 05 05 08

### Rédacteur en chef

Joël YANGLLO

00228 97 78 79 07

### Chef d'édition

Yves K.ADJANOUVI

### Rédacteurs

Issa SIKITI da SILVA

Nicole ESSO

Kodji GATOR JOE

Vivien ATAKPABEM

Junior OREDOLA

Bernard D. AFAWOUBO

### Direction commerciale

Madjé Wellda AKUE

00228 97 25 84 84

### Correcteur

Michel Yao AYEVA

### Graphiste

Léon Junho SODEDJI

### Imprimerie

J.C. Inter press

Tirage: 5000



# Société d'Études Topographique Immobilière et d'Expertise Foncière

Foncier - Construction - Location - Vente d'immeuble

## Invite

les togolais au respect des mesures prises  
par le Gouvernement contre le **Corona virus**

# ENSEMBLE, PROTÉGEONS LE TOGO

Les mesures barrières contre  
le coronavirus COVID-19

### SE LAVER

les mains à l'eau et au savon  
fréquemment.



### UTILISER

des mouchoirs à usage unique et les  
jeter immédiatement dans une  
poubelle fermée puis se laver les  
mains

### SE COUVRIR

la bouche et le nez avec le pli du  
coude et pas de touer ou  
d'éternuer.



### LIMITER

les contacts proches. Maintenir une  
distance d'au moins 1 mètre avec les  
autres personnes, en particulier si  
e les toussent, éternuent ou ont de la  
fièvre.



### NUMERO VERT 111

SI VOUS RESSENTEZ DE LA  
FIÈVRE, DE LA TOUX OU  
DES DIFFICULTÉS À RESPIRER.



## A la propagation du Coronavirus au TOGO

Siège : Agoè route de la cour d'appel (derrière IPP Institut)  
Tel 00(228) 22 40 40 48 / 92 06 85 06 E-mail [seultogo@gmail.com](mailto:seultogo@gmail.com) Lomé

## Sécurité routière

### SAFER renforce la surveillance aux postes de péage

La Société Autonome de Financement de l'Entretien Routier (SAFER), cette institution étatique chargée de mobiliser les ressources en vue de financer l'entretien du réseau routier national veut mettre fin aux actes délictueux aux postes de péage.

● Junior AREDOLA

Depuis quelques mois, la société d'Etat gérée par Sylvain Atoute A. Outchancha a pris de mesures pour un contrôle interne des activités au niveau de tous les péages du pays. Pour assurer une gestion transparente des opérations, l'institution a pris soin d'installer des caméras de surveillance et de détecteurs de faux billets au niveau de chaque poste de péage. Avec ces dispositifs de contrôle et de surveillance qui fonctionnent 24H/24, il est désormais possible d'identifier et de mettre fin aux actes suspects. Et c'est justement grâce à ces



caméras de surveillance que les deux présumés trafiquants de faux billets ont été démasqués sur le site de Davié. Des trafiquants qui ont été confiés à la brigade de la gendarmerie de Tsévié. Les investigations ont ensuite conduit la gendarmerie à mettre la main

sur un vaste réseau spécialisé dans le trafic de faux billets dans le pays. Précisons que la SAFER fait partie de ses sociétés d'Etat dont les recettes font objet d'un traitement spécial. Ces recettes sont gérées par un circuit parallèle au Trésor Public, apprend-on.

## Solidarité

### Un soutien financier à Nibombé Waké

Les cris de détresse de l'ex-internationale togolais Nibombé Waké ont eu échos favorable auprès des bonnes volontés. La promotion 2000-2005 de la Faculté des sciences économiques et de gestion (FASEG) de l'Université de Lomé, a témoigné sa sympathie à l'ancien entraîneur des Eperviers du Togo à travers un geste financier.



Il faut d'abord préciser que Nibombé Waké, autrefois gardien de but pour la sélection nationale togolaise, s'est retrouvé dans une situation défavorable à cause des blessures graves qu'il a eu au cours de l'attaque de Cabinda. « Nous nous sommes organisés sur la plateforme de la promotion après avoir vu cette vidéo. Vous avez beaucoup fait pour le Togo. On retient encore votre exploit his-

torique à la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) 1998 et surtout ce match légendaire contre le Ghana. C'est une joie pour nous de vous apporter cet appui symbolique », a confié le chef de la délégation des anciens étudiants de la promotion 2000-2005 de la FASEG, Komlan Doumassi. Nibombé Waké, pour sa part, a remercié les donateurs pour le geste à son égard. « Je vous remercie pour votre

démarche. Que le bon Dieu lui-même vous bénisse ». Et d'ajouter : « Un de mes pieds a subi 5 opérations. La dernière opération remonte à seulement janvier dernier ; ce qui explique les difficultés que j'éprouve. J'étais presque paralysé, mais le bon Dieu m'a fait grâce et je peux encore me tenir debout suite aux soins que j'ai reçus ».

iciLome

## Mercato

### Axel Disasi, le roc congolais débarque à Monaco

L'AS Monaco a annoncé, vendredi 7 août, le recrutement d'Axel Disasi en provenance du Stade de Reims, pour une somme avoisinant les 15 millions d'euros. À 22 ans, et après une excellente saison chez les Rémois, l'athlétique défenseur débarque en Principauté pour franchir un nouveau cap.

Il a compté pour beaucoup dans la bonne saison réalisée par le Stade de Reims en championnat lors de cette saison 2019-2020 écourtée. Si les Rémois ont terminé à la 6e place, synonyme de billet pour le deuxième tour de qualification de la prochaine Ligue Europa, avec en prime le statut de meilleure défense (21 buts encaissés en 28 matches joués), c'est parce qu'ils ont pu compter sur Axel Disasi. Désormais, c'est à Monaco que l'intéressé va poursuivre sa route.

#### « Poursuivre ma progression dans un club aux ambitions élevées »

Le joueur était convoité, notamment en Premier League, mais c'est bien l'ASM qui a obtenu sa signature vendredi 7 août. Le défenseur, âgé de 22 ans, a paraphé un contrat de cinq années avec le club monégasque, et après une seule année en Ligue 1 (il était apparu très épisodiquement en 2018-2019 avant d'être promu titulaire en 2019-2020). Le montant de son transfert n'a pas été dévoilé par Reims et Monaco, mais selon plusieurs titres de presse, il a coûté 15 millions d'euros (dont 2 millions d'euros sous la forme de bonus)



à l'ASM. « Je suis ravi de m'engager avec l'AS Monaco. Il s'agit pour moi d'une très belle opportunité de démontrer mes qualités au plus haut niveau et de poursuivre ma progression dans un club aux ambitions élevées », a déclaré Axel Disasi au site officiel des Rouge et Blanc. Ex-international français U20 et néo-international congolais au Paris FC, le défenseur d'1,90m avait rejoint Reims en 2016. Sur la saison 2019-2020, il a été omniprésent, jouant l'intégralité des 27 premières journées et ne manquant que la 28e en raison d'une blessure à un mollet. Ses performances ont fini par éveiller l'intérêt de la sélection des Léopards, Axel Disasi disposant de la

nationalité française et de la nationalité congolaise. Début mars, Christians Nsengi Biembe l'avait d'ailleurs préselectionné pour la première fois pour les matches qualificatifs de la CAN 2021 contre l'Angola. Deux rencontres qui furent finalement annulées en raison de la pandémie de coronavirus. Ancien international français des moins de 20 ans, Axel Disasi arrive dans un effectif pléthorique où l'on dénombre pas moins de 10 défenseurs centraux. Mais le mercato devrait voir l'AS Monaco procéder à un « régime » avec bon nombre de départs. Et il serait surprenant que le club désormais coaché par le Croate Niko Kovac laisse de côté un joueur performant, convoité et qui a coûté une belle somme.

## Santé

### L'OMS confirme l'élimination de la THA

La Trypanosomiase Humaine Africaine (THA) n'est plus un problème de santé publique au Togo. C'est ce qu'indique le directeur général de l'Organisation mondiale pour la santé (OMS), Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus dans un courrier daté du 22 juin au ministre togolais de santé, professeur Moustafa Mijiyawa.

J'ai le plaisir de vous informer que, sur la base des éléments probants figurants au dossier (qui fournit l'historique de la situation épidémiologique de la maladie dans le pays, ndlr) et de la recommandation des experts extérieurs, l'OMS conclut que le Togo satisfait aux cri-

tères d'élimination de la THA en tant problème de santé publique », indique la lettre consultée par 24heureinfo.com. Toutefois, recommande le patron de l'OMS, le Togo doit « continuer à garantir une prise en charge de qualité des patients dans le tout pays ». « Il convient de poursuivre

les activités de surveillance afin de repérer une éventuelle résurgence de la maladie et ce, tant que tous les pays endémiques de la région et plus spécialement les pays voisins n'auront pas encore atteint l'objectif d'élimination », insiste Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus.

## Baromètres Togo

#### Principaux pays partenaires

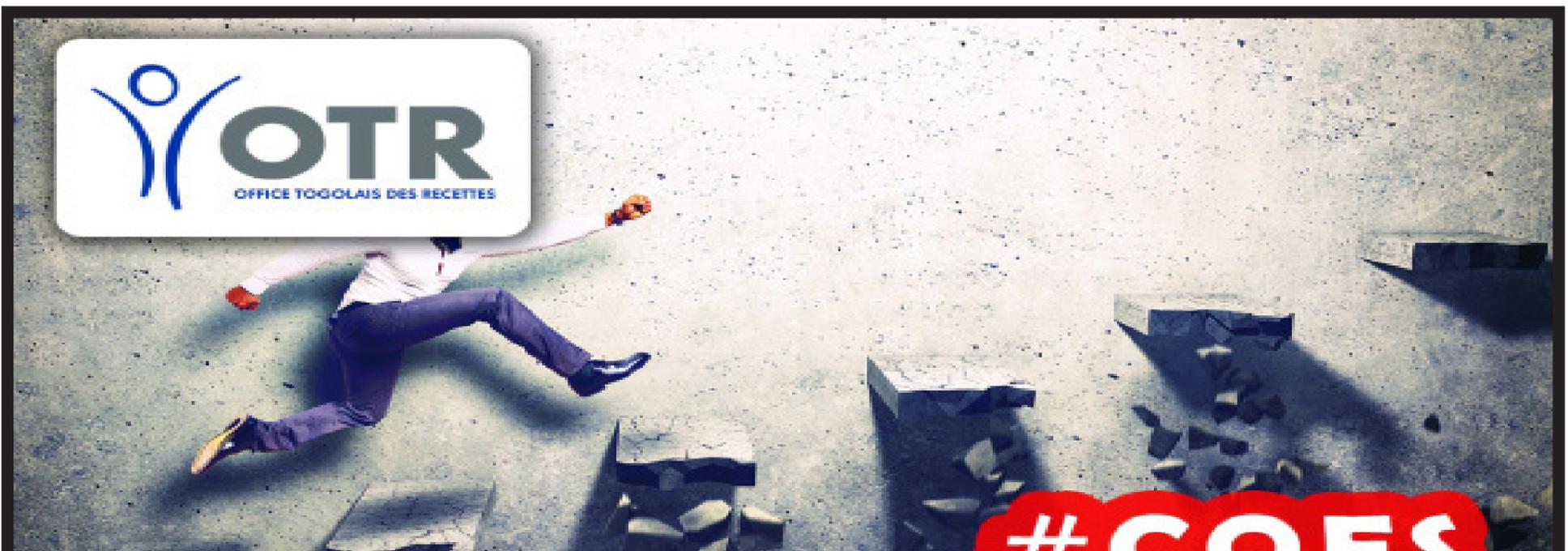
Principaux clients (% des exportations)	2017
Burkina Faso	17,9%
Bénin	14,3%
Ghana	7,6%
Niger	6,4%
Inde	6,1%
Mali	5,7%
Côte d'Ivoire	5,5%
Nigéria	4,8
Emirats Arabes Unis	3,5%
Australie	3,2%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Principaux fournisseurs (% des importations)	2017
Chine	19,6%
France	10,8%
Japon	5,1%
Pays-Bas	5,0%
Ghana	4,1%
Inde	3,6%
Belgique	3,2%
Arabie Saoudite	3,2%
Allemagne	3,1%
Nigéria	3,0%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

<https://import-export.societegenerale.fr/fr/fiche-pays/togo/indicateurs-croissance>



#CQFS

Bénéficiez d'une **réduction de 40% sur la TPU** pouvant aller jusqu'à quatre ans selon votre affiliation à une structure d'accompagnement vers la formalisation telles que les CGA, DOSI, ANADEB.



Office Togolais des Recettes - OTR



#CQFS

**L'OTR** est désormais disponible sur «**WhatsApp**» pour vos questions, observations et commentaires liés à la fiscalité et à la douane via le numéro

**(+228) 90 99 41 01**



Office Togolais des Recettes - OTR